

L'Orient Le Jour

Disséminer le savoir financier, un outil au service d'un système économique plus stable

L'illettrisme financier et économique et ses retombées sur la croissance et la stabilité dans le monde, comme dans la région et au Liban, ont été au cœur d'une conférence internationale organisée hier par l'OCDE et la BDL à Beyrouth. À cette occasion, la ministre des Finances, Raya el-Hassan, et le gouverneur de la Banque centrale ont plaidé en faveur d'une stratégie nationale pour la promotion de la culture financière au Liban.

Édifier une société future dotée d'un savoir économique et financier pointu pour optimiser la gestion du système mondial et mieux se prémunir contre ses risques divers : tel était, en substance, le thème de la conférence internationale organisée hier par l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) à Beyrouth, en collaboration avec la Banque du Liban (BDL).

Axée sur l'importance de l'éducation, en général, et économique, en particulier, comme vecteur de croissance et de stabilité, notamment au lendemain de la crise mondiale, cette conférence - la première du genre au Moyen-Orient - a rassemblé des officiels et experts de plus de 40 pays venus se pencher sur les moyens de lutter contre l'illettrisme financier à l'ère des grands bouleversements.

À cet égard, le chef de la division des affaires financières au sein de l'OCDE, André Laboul, a déploré le niveau élevé d'analphabétisme financier à l'échelle mondiale, et plus spécifiquement dans certaines régions, soulignant la nécessité de promouvoir la culture financière pour « renforcer la bonne gouvernance, rendre les marchés plus efficaces et aboutir à une meilleure cohésion sociale ». « Dans un contexte de hausse des risques financiers, une meilleure sensibilisation des citoyens aux questions économiques ainsi qu'aux dangers qui les guettent s'impose afin de réduire le degré de vulnérabilité », a-t-il insisté.

Même son de cloche du côté des intervenants libanais, dont la ministre des Finances, Raya el-Hassan, qui a souligné, au cours de son allocution, l'impact positif à long terme « de la formation d'une jeunesse éveillée sur les grands choix économiques pris à l'échelle nationale », qu'il s'agisse de la gestion du patrimoine économique ou du contrôle de l'activité financière. Mme el-Hassan a souligné à cet égard le rôle primordial des autorités, réitérant l'engagement du gouvernement en faveur de l'instauration d'une société « financièrement éduquée » au Liban qui pourra mieux « juger l'action de ses responsables ».

La grande argentièrre a ainsi passé en revue les différentes mesures prises par l'État pour atteindre cet objectif, dont notamment « la mise sur pied de l'Institut des finances, qui œuvre depuis sa création en 1996 à la formation des cadres et des nouvelles recrues au sein du ministère des Finances ».

La ministre a dévoilé, en parallèle, le lancement d'un projet en novembre prochain pour évaluer le niveau des connaissances économiques et financières des citoyens au niveau national.

Les conclusions de cette étude, qui seront présentées lors d'une conférence prévue début 2011, permettront d'élaborer une stratégie nationale pour promouvoir la culture économique et financière au Liban, en collaboration avec toutes les institutions concernées.

La ministre a également proposé la création d'un haut comité chargé de renforcer la culture financière et économique à travers la mise en place de campagnes d'information et de programmes destinés aux différentes tranches de la population. Un projet de décret instituant cet organisme sera soumis en Conseil des ministres avant la fin de l'année, a-t-elle affirmé.

Abondant dans le même sens, le directeur général du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Fadi Yarak, a souligné au cours de la conférence l'engagement de son ministère en faveur de la promotion de la culture financière au sein des écoles et des universités, rappelant « la mise en place, en collaboration avec le ministère des Finances et l'Institut des finances, d'un programme de formation destiné à tous les enseignants d'économie dans les écoles publiques ». M. Yarak a souligné en outre la nécessité d'adapter les programmes scolaires aux changements et mutations mondiales, indiquant à ce sujet que le décret relatif à l'enseignement scolaire prévoit une révision de ses programmes « chaque quatre ans ».

De son côté, le gouverneur de la Banque du Liban (BDL), Riad Salamé, a salué les efforts menés depuis 2003 par l'OCDE pour répandre la culture financière aux quatre coins du monde, soulignant l'importance de l'éducation financière dans le renforcement du rôle des autorités de contrôle, notamment au lendemain de la crise internationale.

Abordant le cas spécifique du Liban, qu'il a qualifié de centre régional de l'économie du savoir, et le rôle de la Banque centrale dans la promotion de la culture financière, M. Salamé a rappelé les diverses activités menées par l'Institut de formation et de développement, et la création en 2008 d'une unité chargée de la protection et de la sensibilisation financières. « La circulaire n° 103 émise en 2006 fait également partie des multiples mesures prises à ce niveau par la Banque centrale », a-t-il ajouté. Celle-ci détermine une série de compétences techniques dont devraient jouir les personnes accédant aux hauts postes financiers. Dans ce cadre, « la BDL a lancé trois diplômes, en collaboration avec l'École supérieure des affaires (ESA) et l'institut britannique Chartered Institute for Securities and Investments, afin de favoriser la méritocratie au sein du secteur bancaire et de permettre aux personnes les plus compétentes d'accéder aux postes-clés », a-t-il conclu.

Si le sujet de l'éducation financière a pris une ampleur particulière hier - le thème général de la conférence ayant naturellement dicté le contenu des interventions -, il n'en reste pas moins que d'autres aspects, aussi importants, sinon plus, relatifs au renforcement de la stabilité financière mondiale ont été largement occultés. La consolidation de la culture économique constitue certes un des piliers majeurs de la pérennité du système économique mondial, mais celle-ci ne pourra se maintenir sans une révision profonde des fondements mêmes de ce système. Inutile de rappeler que la dernière débâcle internationale a parfaitement illustré l'existence de nombreux éléments « implosifs » intrinsèques à la structure du système en place...